

EDITORIAL

Pour ou contre le plurilinguisme ? des positions contradictoires

Andrée Tabouret-Keller et Gabrielle Varro

Pourquoi parler de positions contradictoires alors qu'il va de soi, semble-t-il, que tous nous sommes des partisans du plurilinguisme ? parce que la liberté de choisir ses langues et de choisir les langues de son environnement n'est pas garantie. Elle l'est encore moins pour l'enfant-écolier et sa famille, que pour quiconque.

Le débat qu'appelle ce questionnement déborde largement nos colonnes. C'est la vieille histoire du droit linguistique : peut-on dire qu'une langue a plus de droits qu'une autre ? qui sont donc ceux qui imposent une langue et en écartent une autre ? les plus nombreux, les plus forts ? le prince, le colonisateur, l'Etat ? et qui sont ceux qui peuvent choisir leur(s) langue(s) ? L'histoire nous fournit des réponses nombreuses et des exemples variés. De nos jours, la question du pouvoir sur le choix des langues reste brûlante. Pas de communication, pas discours publicitaire, pas de discours politique sans une langue pour les dire, les proclamer. Or les intérêts des vendeurs, quels que soient leurs produits, des dirigeants politiques, quel que soit leur programme, sont-ils bien toujours les mêmes que les intérêts de ceux qui n'ont que la liberté d'acheter, ou celle d'être dirigés ? Non, bien sûr pour ne s'en tenir qu'à l'emploi des langues ! Il ne faudra donc pas s'étonner que les locuteurs puissent faire entendre des positions contradictoires.

Le présent numéro en illustre certaines. Positions proprement politiques, généralement soutenues par des enjeux économiques. Positions personnelles aussi : nous verrons que si les uns rejettent le bilinguisme — une injustice qu'ils n'ont pas méritée — les autres l'éprouvent comme une chance dont il faut se saisir — il y a des bilingues heureux ! Il est vrai que *Education et Sociétés Plurilingues* se voit proposer plus souvent le témoignage de *problèmes* du bi- ou plurilinguisme que celui de ses bienfaits.

Aussi sommes-nous particulièrement heureux de présenter le témoignage d'un multilinguisme réussi : c'est l'autobiographie linguistique d'un homme de 93 ans, Willy Thoma, citoyen suisse assimilé en France depuis de longues années. Le sens que la connaissance des langues prend au cours de la vie est celui d'une vraie richesse. A l'opposé, Ayse et Selma, deux femmes d'origine turque, venues en France il y a plusieurs années, rapportent la difficulté à construire un pont entre leurs deux pays, leurs langues et leurs cultures ; mais le lecteur peut se demander si écrire en français, et sous une forme poétique, n'est pas déjà leur premier pas sur ce pont ? Dans d'autres circonstances, fort différentes, Maria-José Rueda illustre elle aussi les relations heureuses qu'elle entretient avec ses trois langues : bien plus que des simples moyens de communication, leur connaissance et leur emploi, font d'elles des modes d'être dans le monde qui diversifient et amplifient pour son propre bénéfice, l'appréhension que la personne en a. Dans d'autres circonstances encore, celles d'Américains en Europe dont la famille est généralement bilingue, nous apprenons par Gabrielle Varro quelles questions pose le souci de maintenir l'américain dans la vie familiale alors que l'un seul des parents est d'origine américaine et que la vie sociale est largement imprégnée de la langue du pays d'accueil. C'est l'histoire personnelle, les expériences dans des environnements divers, les réactions que ceux-ci suscitent, qui vont modeler les relations singulières de chacun aux langues qu'ils rencontrent, à celles qu'il est conduit à pratiquer. Cela ne fait que confirmer ce que Thoma et Rueda illustrent eux aussi.

Dans le cas de familles bilingues d'origine étrangères en France, Christine. Deprez nous montre comment se met en place la gestion de l'emploi de la langue d'origine et de celle du pays d'accueil, dans ce cas le français. On pourrait dire que les familles se "bilinguisent" car la communication s'y fait dans les deux langues, tantôt employées tour à tour, au gré des personnes ou des situations, tantôt dans un "parler bilingue", un mélange des deux langues. Signe des temps, ce "parler bilingue", longtemps désapprouvé tant par les unilingues de France que ceux du pays d'émigration, est aujourd'hui revendiqué comme marqueur d'identité par les plus jeunes — il porte un nom comme "mix" par exemple. Son emploi est comme le symptôme d'une revendication d'existence en même temps que d'une incertitude, face à l'école, si lourdement présente "en français", et à la famille dont la langue d'origine reste au loin même si elle est présente dans la vie quotidienne. Mais surtout, son emploi témoigne de la créativité linguistique des locuteurs chaque fois que la pression des normes d'emploi n'est pas lourdement paralysante.

Les différents cas présentés jusqu'ici témoignent que si le multilinguisme ne va pas sans peine (il faut apprendre l'autre langue, s'exprimer dans l'univers qu'elle porte mais il faut aussi s'appliquer à ne pas délaisser celle du pays au loin que l'on a quitté), le bénéfice qu'il procure compense, voire dépasse les efforts consentis. Mais nous ne pouvons pas ignorer d'autres cas où la complexité linguistique laisse le locuteur désemparé sinon hostile devant le plurilinguisme.

Pascale Dorenlot nous rend compte dans quelles conditions, les enjeux contradictoires d'une situation bilingue conduisent ses protagonistes à se prononcer contre l'école bilingue pour leurs enfants. Il s'agit du cas de l'Etat de Californie (déjà mentionné dans l'éditorial de notre n° 5) : dans un référendum de juin 1998, 80 % de la population se prononce contre l'enseignement bilingue hispano-américain dans les écoles publiques, Or 30 % de la population de la Californie est hispanophone et 20 % d'enfants entrant à l'école primaire ne parlent que l'espagnol. Et pourtant, 84 % de la communauté hispanophone vote pour un arrêt définitif de l'enseignement bilingue. Qu'il y ait eu dans la campagne pré-référendaire des arguments politiques ne fait pas de doute, n'empêche que les parents mettent l'intérêt de leurs enfants au premier plan, soit une bonne maîtrise de l'américain, aussi bonne que celle des unilingues américanophones. Qu'il y ait eu des orientations pédagogiques discutables ne fait guère plus de doute : dans un de nos prochains numéros, nous tenterons d'éclairer cette question. Bornons-nous aujourd'hui à dire que l'application du principe même — l'enfant doit maîtriser sa propre langue avant d'aborder la seconde langue — qui a conduit les enfants hispanophones en Californie à un retard scolaire durable, est actuellement exigé par les enseignants des écoles aborigènes du nord de l'Australie (voir *Language rights, a reminder from Australia*). Ce qui éclaire crûment et la relativité des résultats des recherches en matière de psychopédagogie, et l'impérative nécessité de leur étude critique préalable et de la prudence dans leur application. Mais cela illustre aussi à quel point des populations minorées comme celles de Aborigènes australiens sont aux abois quand il s'agit pour eux de défendre leur langue et leur culture.

Cécile Canut, pour sa part, nous expose la situation difficile de l'école au Mali, où se combinent facteurs politiques et pédagogiques. Dans le contexte plurilingue de ce pays, le français est la langue officielle, le bambara la principale langue de la vie quotidienne, à côté d'une quinzaine d'autres langues, d'usage plus ou moins étendu et dont la normalisation n'est pas aboutie. Ici, les difficultés matérielles et techniques (manque de manuels, de matériel didactique, de livres en général) s'ajoutent aux problèmes politiques: l'existence de langues à vocation nationale ne peut pas être ignorée de la classe politique, celle-ci est paresseuse à leur égard ; mais surtout, elle doit tenir compte de l'importance primordiale que les parents accordent toujours au français dans la scolarisation de leurs enfants, bien qu'eux-mêmes n'aient guère l'occasion de l'employer couramment. L'histoire du pays, qui comme beaucoup d'autres en Afrique, a connu successivement les méfaits de la colonisation, puis les difficultés de la décolonisation, explique en partie ces contradictions, et certes aussi, la dramatique situation scolaire que la francophonie officielle ne contribue pas à alléger.

Comme aux Etats-Unis ou en Afrique, en Europe aussi la pluralité linguistique et culturelle est en passe de devenir un ingrédient courant dans nos écoles. Un collègue enseignant d'un collège d'Etat à Londres, Talip Kucukcan illustre la diversité actuelle de la population de la Grande Bretagne. Il faut retenir de son étude la fragilité des situations de contact: à l'école, la diversité de langue et de culture conduit à la fois à la reconnaissance des différences entre les enfants de groupes linguistiques et culturelles différents, à la reconnaissance des particularités de chacun mais dans un équilibre instable où cette reconnaissance peut à chaque instant basculer dans des catégorisations qui stigmatisent et "ethnicient" les disputes et désaccords pourtant courants entre écoliers. Comment préserver l'équilibre entre reconnaissance, comme parole d'accueil de la différence, et catégorisation, comme parole de l'exclusion? tâche d'autant plus difficile que la société des parents est loin d'être à l'abri des antagonismes et de leur éventuelle exploitation religieuse ou, plus généralement, politique.

Car l'exercice de tout pouvoir s'appuie sur une langue. Rien n'en illustre mieux la nécessité que *Le parcours de l'autonomie* dans la Vallée d'Aoste, tel que l'analyse Robert Nicco dans un ouvrage dont Marie-Thérèse Weber nous rend compte. A chaque époque, le choix du français soutient, en Vallée d'Aoste, le parcours de l'autonomie, dès le XVIème siècle contre le latin, plus près de nous contre l'italien (l'italien est restée longtemps une langue inconnue de la majorité de la population). Ainsi, Mussolini savait très bien ce qu'il faisait quand, dès 1922, il fit éliminer le français des enseignants bilingues, et qu'il fit engager, dès 1926, des fonctionnaires non-valdotains, unilingues italophones, dans l'administration de la Vallée: il voulait porter atteinte à l'autonomie, renforcer le pouvoir de l'Etat vers l'intérieur et les frontières de l'Italie vers l'extérieur. Aujourd'hui, la situation a profondément évolué : l'autonomie est acquise, l'école bilingue elle aussi mais la transformation profonde du monde rural, les contraintes nouvelles des marchés, leur extrême ouverture — en ce qui concerne l'école, nous pensons plutôt au marché de l'emploi — ne sont pas sans retentir sur l'ancien équilibre des langues et, par conséquent, porter atteinte aux idéaux d'autant. L'étude de R. Eynard illustre une évolution analogue, en cours dans les régions valdèses du Piémont (les vallées de Pinerolo, de Pellice, Chisone et Gernanesca) où l'emploi du français est enraciné dans la réforme de Pierre de Vaux (Valdo) et reste jusqu'à nos jours fortement étayé par l'église vaudoise. Au siècle dernier, le français était, tant à l'oral qu'à l'écrit, parfaitement connu des instituteurs, formés à l'*Ecole normale*. Comme dans la Vallée d'Aoste, le fascisme est venu porter un premier coup d'arrêt à l'emploi du français, par la traduction en italien des noms de personne et de lieux, par son interdiction dans les écoles. Mais surtout, et plus près de nous, à partir des années 70, avec la scolarité à temps plein, les langues étrangères sont apparues à l'école et, avec elles, l'anglais comme éventuelle alternative au français. Ce dernier va-t-il pouvoir soutenir une telle concurrence?

Face à ce foisonnement de situations, chacune avec son lot de questions, le souci de la pédagogie des langues apparaît comme d'autant plus indispensable que dans le milieu restreint d'une salle de classe nous disposons de possibilités d'agir alors que les situations sociales d'ensemble nous laissent le plus souvent sans moyen direct. Nous nous félicitons de l'initiative dont Yasmina

Djouadi se fait l'avocate: redonner à la lecture à haute voix sa place dans l'apprentissage scolaire de la langue mais aussi sa fonction de plaisir dans le commerce avec le texte, et, qui sait, faire d'elle l'ambassadrice de la lecture tout court, si délaissée de nos jours par beaucoup d'élèves.

La fureur du monde en guerre nous préoccupe comme tout un chacun. Un écho nous en parvient dans le texte qui rend compte de l'intention qui présida à la réalisation d'un film documentaire écrit et réalisé par Litsa Boudalika: comment se sont écartée l'une de l'autre, Galit, l'Israélienne, et Mervet, la Palestinienne, qui en 1991 avaient réussi à mettre en commun leur désir de paix.? Un fossé les sépare aujourd'hui, pourtant leur inquiétude pour leurs enfants, pour l'avenir de leurs communautés, se rejoignent : il est urgent de mettre en oeuvre les moyens d'une coexistence pacifique. Ce que la grande politique ne permet qu'avec les difficultés les plus extrêmes, peut trouver à se réaliser à moindre échelle: le documentaire dont nous venons de parler en est un exemple. Dans un autre ordre d'idée, la réalisation d'un dictionnaire suisse romand, due à une collaboration internationale entre pays francophones en est aussi un exemple, Marie-Thérèse Weber rend compte du résultat de cette entreprise originale: un dictionnaire d'un millier d'unités lexicales qui enregistre ce qui se dit et s'écrit mais sans le prescrire.

Ecrivez- nous, faites nous part de votre expérience. Contribuez à notre modeste entreprise qui, soutenue par l'appui des autorités de la vallée d'Aoste, participe à sa façon à l'établissement des liaisons nécessaires aux hommes qui recherchent les moyens de la paix.